



Paris, le 9 septembre 2014

Proposition de vœu dans la perspective du CTR du 9 septembre prochain

Ce CTR se tient à quelques jours de l'annonce du projet de loi de finances pour l'année 2015 qui, loin de reconnaître le caractère prioritaire des missions de la DGFIP, va poursuivre, voire amplifier, la politique d'austérité conduite par le gouvernement au moment où la croissance est atone et le taux de chômage s'aggrave.

La réduction continue des moyens humains et budgétaires a pour conséquence une dégradation sans précédent et particulièrement inquiétante de l'exercice des missions et des conditions de travail des agents : le service public fiscal, comptable, financier et foncier est aujourd'hui en danger. Au surplus, les agents souffrent d'une absence de reconnaissance, qui amplifie leur malaise.

Les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques demandent solennellement au Gouvernement et au Directeur Général de mettre fin à cette politique suicidaire pour le service public républicain et pour la démocratie.

Elles exigent

- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois
- l'abandon de la démarche stratégique
- l'attribution des moyens humains et budgétaires nécessaires à l'exercice de toutes les missions de la DGFIP et à l'amélioration concrète des conditions de travail

Elles demandent l'ouverture de négociation sur:

- la reconnaissance des agents par la revalorisation des régimes indemnitaires et l'augmentation du volume des promotions internes
- la mise en oeuvre d'un plan de recrutements de personnels titulaires prenant en compte toute la réalité des charges des différentes missions de la DGFIP.